

Les peuples des populismes

Jean-Philippe Warren

Numéro 68, printemps 2017

Du populisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/85375ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Warren, J.-P. (2017). Les peuples des populismes. *L'Inconvénient*, (68), 14–16.

LES PEUPLES DES POPULISMES

Jean-Philippe Warren

Le populisme est l'ombre portée de la démocratie. Loin d'en être une monstrueuse anomalie ou une terrible défaillance, il l'accompagne depuis son avènement. N'est-il pas révélateur à ce propos que les populistes prétendent être, par rapport à des élites désincarnées et déconnectées, d'ardents démocrates, prenant position notamment pour une démocratie directe ou plébiscitaire qui sache exprimer les aspirations de la « majorité silencieuse » ? Comment donc, s'interrogeront certains, le populisme pourrait-il être une menace à la démocratie quand il ne cesse de s'en réclamer ? Comment donc pourrait-il empoisonner le climat social quand cette tendance politique est, en son cœur, une réaction contre la corruption des gouvernants ? De Rafael Correa à Marine Le Pen, en passant par Hugo Chávez, Carlos Menem ou Geert Wilders, il s'agit de redonner aux masses l'impression d'un contrôle sur leur destin à un moment où elles le croient confisqué par des puissances occultes et de réactualiser ainsi la définition même de la démocratie selon Lincoln : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Il n'y a pas là, à première vue, de quoi s'inquiéter ; et, à s'en tenir à ce niveau, l'on pourrait se demander pourquoi des intellectuels invitent à se prémunir contre la montée des populismes.

Le problème surgit quand vient le temps de circonscrire les frontières du peuple. Il existe en effet plus d'une définition et, par conséquent, plus d'un usage du mot *peuple*. Il n'est pas difficile de constater que le discours courant est caractérisé par un flou, artistiquement entretenu, qui brouille le débat et qui fait en sorte que l'on ne sait plus trop à la fin de quoi l'on parle exactement quand on parle de populisme. Le peuple dont on se réclame désigne parfois le « monde ordinaire », parfois les « 99 % », parfois les « sans-voix », parfois les « payeurs de taxes », parfois les « gens de souche », parfois le « vrai monde », parfois encore autre chose, de telle sorte qu'il devient difficile de savoir de quoi il retourne. Quel est donc ce peuple dont tout un chacun se réclame ?

Alors que des efforts de clarification ont été tentés pour la notion de « nation » ou celle de « classe », la notion de « peuple » n'a été, par contraste, qu'assez peu creusée. On se contente d'ordinaire de reprendre la sempiternelle dénonciation des populismes, qu'on associe rapidement aux mouvements de droite extrême ou d'extrême droite pour mieux les stigmatiser et les rejeter. Ils servent alors d'épouvantails que l'on agite pour avertir des dangers posés par une plèbe ignorante et réactionnaire. Par exemple, au Québec, la brève montée de l'ADQ dans les sondages a été perçue par certains comme une menace aux institutions démocratiques, ce qui a donné lieu à la formulation de quelques réflexions critiques en forme de rejet théorique. De même, l'élection en 2007 à la mairie de Québec d'un *outsider* et businessman (Régis Labeaume) contre une femme (Ann Bourget), discréditée en tant qu'héritière de Jean-Paul L'Allier et en tant que politicienne professionnelle (ça vous rappelle quelque chose ?), a permis de ressasser les mêmes antiennes. Depuis, l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis a entraîné une véritable avalanche de commentaires qui font du surplace tout en brassant beaucoup de mots. On ne trouve pas tellement plus dans cette littérature que l'expression d'une répulsion viscérale où les dénonciations de la politique-spectacle, de la rhétorique du bouc émissaire ou d'une ère de la « postvérité » alternent avec des doléances sur le déclassement ressenti par les « hommes blancs de la classe moyenne ». Cela donne lieu, dans les milieux de droite mais surtout ceux de gauche, au curieux spectacle d'une célébration absolument sans précédent de la démocratie, mariée à une dénonciation très élitiste d'un peuple trop bête pour voter.

Certes, dans les propos entendus dernièrement, on insiste sur le fait que l'invocation du peuple est l'élément central et constitutif du populisme, mais on ne s'arrête pas assez, à mon avis, sur la multiplicité des interprétations et des appropriations dont le peuple peut faire l'objet. C'est la raison pour

laquelle les théories du populisme en termes strictement idéologiques (fascistes ou communistes), organisationnels (décentrés ou hiérarchiques) ou « stylistiques » (démagogiques ou argumentatifs) seront toujours insatisfaisantes. Dans l'histoire, certains groupes ont rejeté la rectitude politique au nom d'un « parler vrai », alors que d'autres mouvements ont perfectionné au contraire la langue de bois jusqu'à en faire un instrument particulièrement efficace de conquête du pouvoir. Certains groupes se sont donné des chefs forts et charismatiques, alors que d'autres prétendaient pouvoir opérer sans avoir à leur tête de véritables leaders. Certains ont mis de l'avant un programme thatcherien, alors que d'autres ont appuyé le poujadisme, le luddisme ou le corporatisme. Leurs prises de position se sont fondées alternativement sur des argumentaires scientifiques ou anti-intellectuels. Ce n'est pas, par voie de conséquence, leurs programmes, leurs rhétoriques ou leurs stratégies qui les rassemblent en une même famille. Toutes les tentatives pour ravalier cette faune bigarrée à une même impulsion primaire (le plus souvent résumée par un discours conservateur revanchard et hargneux) échouent à prendre en compte la dynamique propre à cette réalité sans cesse discréditée et pourtant sans cesse renaissante de la vie démocratique.

Pour y voir plus clair, il faut prendre au sérieux le populisme et tenter de distinguer les « peuples » dont ses leaders se réclament. Comme l'ont montré Yves Mény et Yves Surel dans leur ouvrage *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties* (2000), il existe trois grandes façons de concevoir le peuple. Selon une première définition, le peuple, c'est le *demos*, c'est-à-dire la totalité des habitants d'un État appelés à se gouverner eux-mêmes. Rousseau écrivait dans *Du contrat social* : « Jamais on ne corrompt le peuple, mais souvent on le trompe, et c'est alors seulement qu'il paraît vouloir ce qui est mal. » Il s'agit du « peuple-souverain », qui se pose comme socle de la volonté politique et sujet de l'histoire. Selon une deuxième acception du terme, le peuple, c'est le *volk*, c'est-à-dire la communauté culturelle, voire ethnique, laquelle partage des valeurs et des traditions héritées. Elle ne saurait être ravalée à l'État et aux institutions, qui devraient en être plutôt l'émanation. Enfin, le peuple, ce peut être aussi les citoyens ordinaires, la plèbe ou la populace, ceux qui triment et paient des impôts, et dont les contours sont tracés en opposition à une bourgeoisie plus ou moins détachée et indifférente. Ce sont les « petits » contre les « gros », ceux qui n'ont rien ou pas grand-chose contre ceux qui ont trop, les masses laborieuses contre une minorité oisive et parasitaire. Parmi les oppositions structurantes de ces trois formes de communautés politiques, on trouve les paires vrai/faux, artificiel/authentique, vertueux/corrompu, majorité/minorité, concret/abstrait, autant de contrastes binaires qui donnent au populisme ses allures manichéennes et simplistes.

En se fondant sur trois mises en relief particulières du mot *peuple* (le « peuple-souverain », le « peuple-nation » et le « peuple-classe »), on distinguera trois formes typiques du populisme, tout en notant que ces formes peuvent se conjuguer d'une myriade de manières et donner lieu à des combinaisons originales selon les contextes. Si, historiquement, il

a pu sembler que le populisme allemand tournait davantage autour de la notion de *volk*, que le populisme français tournait davantage autour de celle de *nation* et que le populisme américain tournait surtout autour de celle de *people*, la vérité, c'est qu'aujourd'hui les types d'acceptions du mot *peuple* font partie des registres de sens de l'ensemble des populismes, qui en jouent selon les circonstances et les intérêts du moment. Par exemple, le populisme du peuple-citoyen pourra se retrouver dans les discours d'un Jean-Luc Mélenchon en France ou d'un Mitt Romney aux États-Unis, celui du peuple-nation pourra se glisser dans les envolées d'un Heinz-Christian Strache en Autriche ou celles d'un Hernán Siles Zuazo en Bolivie, et celui du peuple-classe pourra s'exprimer autant dans les dénonciations du Tea Party que dans celles du mouvement Occupy. Négligeons pour le moment la question du degré de démagogie chez ces leaders, et mettons l'accent sur la prévalence du populisme dans le discours politique, toutes allégeances confondues – une observation d'autant moins contestable que maints leaders appartenant à la mouvance populiste se prétendent au-dessus des clivages traditionnels et allient dans leur programme des éléments disparates. Insistons seulement sur le fait que les acceptions du « peuple-souverain », du « peuple-nation » et du « peuple-classe » ouvrent à des variantes de droite ou de gauche. Alors que, dans une société cosmopolite et progressiste, la réaction populaire pourra prendre le visage du nationalisme et du conservatisme, dans d'autres circonstances, elle pourra adopter le langage du socialisme ou du multiculturalisme. Par la force des choses, on assistera donc à des effets miroirs assez déroutants, effets qui permettront des rencontres imprévues (et pas toujours souhaitées ou souhaitables) entre des dénonciations ou des revendications venues de groupes que tout, en apparence, devrait éloigner. Le populisme se nourrit de telles ambiguïtés ; il profite des flottements quant au sens de la synecdoque qu'est le peuple pour se frayer un chemin vers le pouvoir.

Au Québec comme ailleurs, les trois définitions du peuple se retrouvent présentées pêle-mêle dans le débat public, et il est par conséquent difficile, pour les profanes, de s'y reconnaître. Comme on hésite constamment entre une perspective politique, culturelle et sociologique, il n'est guère étonnant qu'à la fin on ne sache plus très bien de quel peuple on parle. Par exemple, dans un ouvrage ayant fait quelque bruit (*La société des identités*, 2007), le sociologue Jacques Beauchemin, s'inquiétant de la montée des revendications exprimées par les jeunes, les Noirs, les femmes et les homosexuels, se demandait : « L'affirmation identitaire n'annonce-t-elle pas la fragmentation de la communauté politique ? N'assène-t-elle pas un coup fatal à tout espoir de rassemblement sous la figure de l'universel ? Ne lance-t-elle pas une course aux droits dont l'unique objectif résiderait pour les identités qui s'y engagent dans un meilleur positionnement social ? » Cependant, le peuple réconcilié dont Beauchemin se faisait ici l'avocat, l'auteur ne le retrouvait pas dans une vision universaliste de l'État, garant des libertés et des droits fondamentaux, mais bien davantage dans une communauté d'histoire qui recevait, chez lui, l'insigne honneur de canaliser

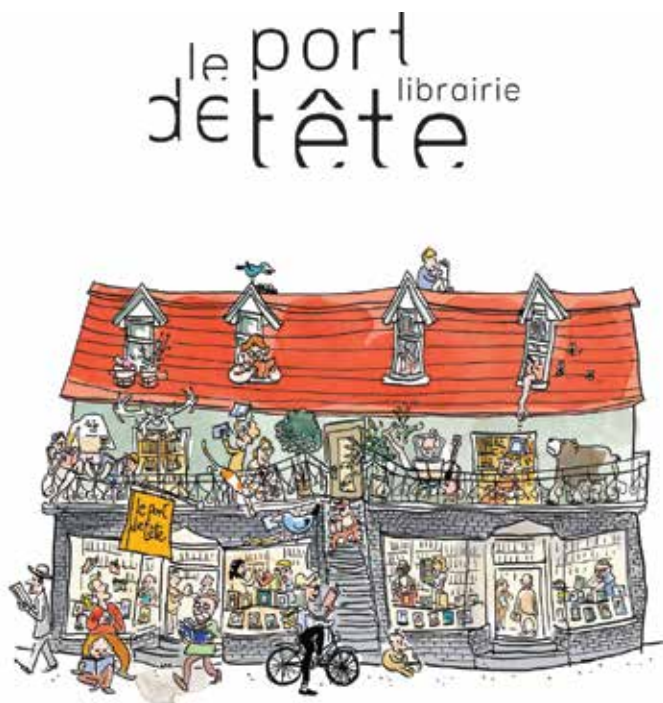
l'intérêt général. En même temps, on devine chez Beauchemin un respect très grand pour un peuple de gagne-petit et d'ouvriers, le peuple des humbles et des oubliés, dont il se fait un peu le porte-parole dans ses essais, mais sans que ce respect mène à une dévalorisation du discours des élites. Le pas sera franchi avec son disciple, Mathieu Bock-Côté, qui n'hésitera pas à décrier, quant à lui, une « démocratie en l'absence du peuple ». Le glissement que l'on trouve chez Beauchemin (du « peuple-souverain » au « peuple-nation ») et chez Bock-Côté (du « peuple-nation » au « peuple-classe ») s'opère parfois chez une seule et même personne. On évoque « tous les Québécois », puis on enchaîne avec les « Québécois de souche » auxquels les immigrants devraient s'assimiler afin de disparaître comme « étrangers », avant de se solidariser avec les « cols rouges », ces gens ordinaires étouffés par des politiques gouvernementales iniques.

Prenant acte du fait que le peuple dont parle Jacques Beauchemin et celui dont parle Mathieu Bock-Côté existent en tension, il est préférable, pour éviter de regrettables confusions (de même que quelques condamnations péremptoires), de s'arrêter non seulement à la forme du discours populiste, mais aussi à son ressort fondamental, celui de la légitimité du régime démocratique. Car, ayant posé que la vérité vient du peuple ou passe par lui (« *vox populi, vox dei* »), toutes les institutions qui le trahissent sont forcément coupables du crime de lèse-peuple. Les gouvernements sont les premiers visés, mais ce peut être aussi des institutions (l'Église – jugée coupable d'avoir tenu trop longtemps les francophones catholiques sous son joug –, les syndicats ou les médias), une idée (le multiculturalisme) ou une idéologie (la social-démocratie). Les partisans de la mouvance populiste entretiennent une méfiance à l'égard de ceux et celles qui valident et censurent les vérités politiques. C'est pourquoi on assiste à la prolifération des théories du complot ainsi qu'à la propagation des soupçons de corruption ou d'élections truquées. C'est pourquoi aussi chaque critique du populisme semble en faire le jeu, l'appui de l'establishment à un candidat devenant un mobile suffisant pour appuyer quelqu'un d'autre. Plus les élites bien-pensantes, plus les médias, plus les classes dirigeantes s'alarment de la montée du populisme, plus les masses en viennent à croire que les autorités en place, craignant pour la sauvegarde de leurs privilèges, ont peur de la démocratie, et plus les partis populistes engrangent des appuis. Il y a là l'amorce d'un cercle vicieux dont on aurait tort de sous-estimer la puissance corrosive.

Il est bien évident que les vagues populistes s'enflent en temps de crise, puisque c'est dans de tels moments que la question de la légitimité des gouvernements se pose avec le plus d'insistance. Les menaces terroristes, les faillites morales ou les banqueroutes économiques permettent de simplifier à l'extrême les enjeux et de poser les alternatives dans leur forme la plus crue : résister ou périr, se tenir debout ou ramper. On affirme que les gouvernements doivent cesser de flancher, d'abdiquer, de ramollir, de se coucher, et affirmer avec force les droits du peuple. On en appelle au peuple, à sa dignité, à son bon sens, à ses valeurs. Lui seul, s'époumone-t-on, peut résister à sa propre subjugation en s'opposant à

ceux et celles qui cherchent à l'abuser. Dans le cas du peuple-souverain, les populistes invoqueront la nécessité de refaire l'unité du peuple, de fonder le contrat social qui lie les citoyens. Ils feront miroiter une république de la Raison universelle ou un *melting pot* capable de dissoudre les différences dans l'idéal de la classe moyenne. Dans le cas du peuple-nation, ils tisseront un discours où le « nous » s'opposera, pour des raisons de droits et d'identité, à un « eux » plus ou moins fantasmé. Dans le cas du peuple-classe, ils dessineront les contours d'une division au sein de la société entre une minorité agissante et une majorité passive. Il est vrai qu'il n'est pas toujours évident de se repérer parmi des discours qui empruntent régulièrement à ces trois définitions, soit par manque de réflexion, soit par simple souci rhétorique ou intérêt électoraliste. Cependant, on comprend que l'exploitation que l'on peut faire de l'appel au peuple prend une connotation fort différente selon qu'on revendique un plus grand respect pour les « vrais Québécois » ou pour les « ouvriers », et que la crainte de la montée des populismes variera par conséquent grandement selon les contextes et les groupes.

Le populisme n'est pas une pathologie des démocraties. Si on sait que le populisme ne sauvera pas la démocratie, on doit accepter que le populisme l'accompagne. Pour le meilleur et pour le pire, le populisme des uns est le plus souvent la démocratie des autres. Mais cela ne devrait pas pour autant nous exempter de combattre pour une clarification du débat et pour le choix d'une notion de *peuple* qui respecte certains principes fondamentaux d'égalité, de justice et de tolérance. Ainsi pourrait-on en arriver à faire entendre les voix étouffées sans laisser libre cours à des éruptions de colère populaires qui, comme la foudre, finissent par éclater dans un ciel chargé. ■



www.leportdetete.com

514.678.9566

262, avenue du Mont-Royal Est, Montréal